

Secteur Abri/NFI – Working Group

Meeting Minutes – 2 February, 2017 – LES CAYES

<p>1. Introduction and Welcome</p> <p>2. Mise à jour des partenaires</p>	
<p>ACTED : distribution le 1 Février au quartier Derriere Fort (Les Cayes) y compris les familles déplacées dans l'Ecole Derriere Fort.</p> <p>Medair: présence à Tiburon: distribution de 500 kits shelter la semaine prochaine.</p> <p>Incident sécurité : une distribution OIM-ACTED a été organisée le 27 Janvier pour assister les 38 familles qui ont été expulsés de l'école Mapou Simon. La distribution a été interrompue en raison du pillage de quelques NFIs d'une des voitures. 13 des 38 familles ont été atteintes. La distribution sera reprise dans les jours qui viennent.</p>	
<p>3. Point sur les distributions</p>	<p>ACTION</p>
<p>SWG : Nous voulons faire un point ici sur les distributions et leur organisation. Il est important de s'assurer de bien les planifier, pour limiter les risques de sécurité, sans oublier que cela doit se faire dans le cadre des principes de l'action humanitaire, notamment au niveau du choix des points de distribution.</p> <p>MEDAIR : Effectue ses distributions avec une bonne planification avec une forte composante de mobilisation communautaire, ce qui réduit les risques de sécurité.</p> <p>OCHA : Un atelier sur la mobilisation communautaire et les distributions avait été organisé début Décembre avec aussi des représentants des mairies et Asec/Casec</p> <p>MAST : Il est important de bien coordonner les distributions avec les autorités locales, avec la distribution du calendrier des distributions par les partenaires. Il est aussi important d'organiser trois files de distributions, avec l'une pour les plus vulnérables, et</p>	<p>Suite à la demande des partenaires une note de guidance sur les distributions vont être re-circuler par le SWG, incluant recommandations discutées récemment au sein du SWG</p> <p>OCHA va regardé si cet atelier a été documenté, pour circulation aux partenaires</p>

<p>une autre pour les femmes enceintes.</p> <p>ACTED : Lors de récentes distribution plutôt que d'avoir un bureau pour les plaintes, distribue des coupons avec un numéro de téléphone pour soumettre les plaintes pour les bénéficiaires.</p> <p>HANDICAP INTERNATIONAL :</p> <p>1. Points sur les distributions :</p> <p>Handicap International recommande aux acteurs concernés de se référer à l'intervention Inclusion réalisée début Décembre par Handicap International concernant les risques d'exclusion, les barrières d'accès aux distributions et les recommandations pour améliorer l'inclusion des personnes les plus à risque d'exclusion de ce service.</p> <p>2. Evaluation multi-sectorielle :</p> <p>Handicap International fera un retour sur le questionnaire multisectoriel afin que la collecte de données prennent davantage en compte la diversité des profils de la population, de ses besoins, et plus particulièrement les personnes les plus à risque d'exclusion.</p>	
<p>3. Activités liées au relèvement :</p>	<p>ACTION</p>
<p>a. Gestion des débris:</p> <p>SWG : Un des défis principaux pour le support en abris, est les débris qui restent sur les terrains individuels. Les terrains pour le décharger sont pleins et il y a un plaidoyer en cours auprès des municipalités pour identifier de nouveaux sites. Aucun nouveau site n'a pu être identifié jusqu'à maintenant dans la région sud, ce qui peut amener les communautés à mettre les débris sur la route ou pire, les rejeter dans la mer.</p> <p>MEDAIR : Une portion des débris peut être utilisée/recyclée, comme pour les bois. Ce ne devrait pas être un souci pour eux, car la majorité des sites en milieu rural ont des terrains suffisamment grands pour entreposer les autres débris. Des pelles sont distribuées aux bénéficiaires pour les aider pour la question des débris. Cela est sûrement un plus gros problème en</p>	

milieu urbain.

Secteur WASH : DEFCO et l'Union Européenne sont en discussion pour financer de nouveaux programmes à partir d'Octobre. Il y aurait le projet d'un site de traitement des huiles de vidange. Peut-être pouvons faire du plaidoyer pour financer de nouveaux sites de décharge pour les débris. Le secteur WASH a réalisé une étude de cartographie de sites potentiels.

b. Mitigation des risques

SWG : idéalement, il ne faut pas aider les gens à reconstruire dans les zones à risque, mais cela n'est pragmatiquement pas toujours possible, et il n'y a souvent pas d'autres choix pour les communautés les plus vulnérables. Il est important de voir ce que les partenaires du secteur ont prévus dans le domaine de la mitigation des risques.

MEDAIR : A Roche à Bateau, le gouvernement local a indiqué qu'il faut reconstruire à plus de 80 m de la mer, mais cela implique que parfois, les sites se retrouvent à flanc de colline, augmentant le risque de glissement de terrain.

MAST : En cas de relocation des familles, il faut absolument le faire en coordination avec les autorités locales. Il n'y a pour l'instant pas d'information disponible sur l'identification de tels sites. Souvent aussi les gens ne veulent pas être relocalisés.

c. Sélection des bénéficiaires et la question du foncier

SWG La sélection des bénéficiaires ne peut se faire de la même manière en phase et programmation urgence et relèvement rapide. Il faut inclure plus de facteur dans la sélection des bénéficiaires comme pour exemple les aspects sociaux, de vulnérabilité, les dégâts de leur habitation, mais aussi les aspects légaux en rapport au foncier. Cet aspects ne peut être éluder, car pour information, certaines agences ont été attaquées des années après la réponse au tremblement de terre 2010.

La question du foncier est une question très complexe en Haïti, mais il faut s'assurer au maximum que les familles assistées ont un droit sur leur terrain. Il existe plusieurs types de contrat en Haïti comme pour la propriété ou l'affermage, le certificat notarié ou de topographie

<p>municipale. Il est possible aussi d'utiliser la méthodologie de l'énumération avec le témoignage écrit de trois témoins devant un juge de paix pour s'assurer que le bénéficiaire résidait sur le terrain avant la catastrophe.</p> <p>d. Cash for Work</p> <p>SWG : Il est important de monitorer les montants utilisés pour le Cash for Work, pour les travailleurs qualifiés ou non. Si nous arrivons à collecter le cash injecté dans les communautés au niveau des activités abri/logement, nous pourrions le transmettre au cash working group.</p> <p>Le MAST devrait effectuer d'ici peut une déclaration sur les taux de rémunérations à utiliser pour le CFW ou l'emploi des travailleurs qualifiés ou non. Il est important de tous contribuer à l'harmonisation des taux utilisés.</p> <p>E. Cash for rent.</p> <p>Une analyse est en cours pour Les Cayes, et sur Jérémie. Les résultats seront circulés dès que possible.</p> <p>Il est important de noter que le panier de la ménagère (multi purpose grant) discuté dans le cash working group n'inclut pas le secteur abri/logement. Cette décision a été agréée au niveau de la coordination centrale.</p> <p>Secteur WASH : Il est important de rappeler que la DINEPA n'autorise pas les agences internationales à construire des latrines au niveau familial, ce qui est de la responsabilité du propriétaire, mais la réglementation stipule que chaque maison doit avoir une latrine. Le secteur WASH explore la possibilité de market based intervention. Les équipes de coordination secteur WASH et abri/logement aimeraient que les agences fassent des activités intégrées shelter WASH, ou au moins s'assurer que pour chaque agence shelter soit identifiée une agence WASH.</p>	
<p>4. Evaluations Multi sectorielles :</p>	<p>ACTION</p>
<p>OCHA veut planifier des évaluations multi sectorielles sur la région sud et grande anse avec des objectifs différents, Zones reculées sur Grande Anse et Communes prioritaires sur la région Sud, Les méthodologies semblent différentes, mais il est demandé pour la région</p>	

<p>sud que certains secteurs concernés transmette les questions à OCHA pour compléter le questionnaire. Pour ce faire l'équipe de coordination souhaiteraient demander aux partenaires du secteur les questions à soumettre et thématiques à considérer.</p> <p>MOFKA : Le niveau d'atterrissage de l'aide humanitaire et la part de l'assistance apportée par les organisations locales</p> <p>MAST : Quelle est le couverture de l'aide</p> <p>MEDAIR : L'accès, les infrastructures et la logistique pour permettre l'accès aux communautés and délivrer le matériel.</p> <p>HANDICAP INTERNATIONAL : La prise en compte de l'accès pour les personnes vulnérables à mobilité réduite.</p> <p>ACTED : Comment les gens veulent que les maisons soient reconstruites, ce qu'ils veulent et ont besoins pour se relever. Qu'ont ils faits, quels ont été leur mécanismes de résilience.</p> <p>L'équipe de coordination a identifié plusieurs risques, et mènera la même discussion avec les partenaires lors de la réunion nationale à Port au Prince. Une note synthétique sera envoyée à OCHA dès que possible.</p>	
<p>5. Mise à jour sur les centres collectifs et activités des partenaires / Update on collective centres and partners activities</p>	
<p>La Coordination CCCM a fait un point sur les dernières données sur le déplacement dans le Département du Sud : 23 centres collectifs hébergeant 1,200 famille ont été enregistrés dans le Département. Parmi ces centres, 3 centres hébergeant 108 familles sont à risque d'éviction : 2 écoles à Les Cayes et une école à Saint Jean du Sud.</p> <p>Une numération d'identification (SSID) pour chaque centre a été incorporé à la liste DTM afin d'éviter des confusions avec le nom (la majorité de centres ont plusieurs noms). Les partenaires sont encouragés à identifier les centres avec le SSID dans des futures</p>	

<p>exchanges.</p> <p>Le défi principal pour assurer le retour digne des personnes déplacées dans les centres à risque d'éviction reste le manque de partenaires qui implémentent des activités shelter durable à la ville des Cayes. Par rapport à Saint Jean du Sud, aucun des partenaires présents à la réunion ont des activités shelter durables dans la zone. La Coordination CCCM continue le plaidoyer auprès des partenaires à ce sujet.</p> <p>L'organisation MOFKA a fait des activités psychosociales pour les familles déplacées dans l'école Derriere Fort (Les Cayes) ainsi qu'ils ont détecté des familles déplacés dans une maison prive (Eglise tabernacle de Jerusalem).</p> <p>Pas de mises à jour des autres acteurs protection sur les cas vulnérables partagés avec eux.</p> <p>Pour des informations DTM additionnelles (rapports complets, rapports de chaque site, etc.), les partenaires sont encouragés à visiter le site de la DTM : http://iomhaitidataportal.info/dtm/index2.aspx . La première fois il faut créer un profil pour accéder aux données.</p>	
<p>Any Other Business</p>	
<ul style="list-style-type: none"> - Referral mechanism being developed by Protection to shelter actors (before initial referral of cases to Protection). - Questionnaire shelter en ligne aux partenaires. - Prochaine réunion : 16 Février (désormais la fréquence des réunions sera chaque deux semaines). 	
<p>Next meeting</p>	<p>Thursday 16February, 2017</p>